

29.09.08 Programme d'armement

Monsieur le Président,
Mesdames,
Messieurs,

Suite au refus du programme d'armement et aux blocages que l'on constate au Conseil national, il me semble que c'est l'occasion de repenser fondamentalement le rôle de l'armée. Nous avons besoin d'un concept de sécurité. Nous avons besoin de forces armées, mais celles que nous avons actuellement ne convainquent plus, car la situation politique mondiale et par conséquent les conditions d'intervention des forces armées ont complètement changé.

Nous le savons depuis longtemps et c'est la raison pour laquelle le DDPS s'est attelé à une réforme importante avec le projet « Armée 21 ». Cette réforme ne va pas sans difficulté et le Parlement a refusé des projets à plusieurs reprises : programme d'armement en 2005, projet 08/11 en 2006, etc. Il faut dire que, de la droite dure à la gauche de l'échiquier politique, la vision de la sécurité est tellement différente, qu'il a été impossible de dégager une stratégie, qui se libère réellement de la vision passéiste de la guerre froide et de la protection des frontières et qui réponde aux menaces effectives actuelles. C'est pourquoi, Armée 21 est dans l'impasse.

Il est temps que nous choissions entre ces deux options : voulons-nous protéger nos frontières à la mode de 1939 ou voulons-nous répondre aux menaces actuelles effectives ? Si nous continuons de ne pas choisir, si nous continuons de vouloir faire les deux, il est certain que cela coûtera très cher et sera d'une efficacité relative et que nous ne serons pas à même de convaincre ni le Parlement, ni la population.

Que voulons-nous faire ? Voulons-nous nous défendre seuls, comme certains semblent l'imaginer ? Dans ce cas, il faudrait choisir une stratégie que j'appellerais « stratégie du plus faible », du petit matériel léger, peu d'hommes, abandonner la défense des frontières. Je ne crois pas que ce soit réaliste et je ne crois pas que la majorité veuille cela.

Voulons-nous alors une « stratégie du plus fort » ? Dans ce cas, il faut voir plus loin que nos frontières, nous allier à nos voisins, partager notre responsabilité en matière de sécurité, acquérir un équipement compatible avec celui de l'UE, conclure des accords bilatéraux d'entraide, participer à la promotion de la paix et de la sécurité, sur l'ensemble du continent, voire au niveau mondial.

Les options qui avaient été choisies à l'époque d'Armée 21 allaient dans la bonne direction. Mais allons jusqu'au bout du raisonnement et ne nous arrêtons pas en chemin ! Pas de demi-mesures !

Je vous invite, Chers Collègues, à reprendre ces dossiers stratégiques en tenant compte de la nouvelle configuration politique que nous avons maintenant au Parlement et en cherchant un compromis susceptible d'assurer la défense de notre pays et de son espace aérien et qui prenne en considération l'ensemble des données stratégiques de notre continent.

Revenons maintenant à ce programme d'armement.

Le programme d'armement qui nous est présenté a l'avantage d'être largement tourné vers la protection de la troupe . Je m'y rallie donc, du moins pour ce qui est de la première partie. En revanche, en ce qui concerne les FA18, je considère qu'il est plus raisonnable de faire une évaluation globale de notre aviation et de ses missions et de prendre ensuite des décisions coordonnées avec celles que nous devons prendre concernant l'achat de nouveaux avions de chasse. Je vous propose donc, comme lors de la dernière session, d'entrer en matière, de séparer ensuite le programme d'armement en deux parties, d'adopter la première et de repousser la deuxième de quelques mois, le temps de reprendre la question des missions de notre aviation et de nos besoins.

Minorité FA 18

Comme indiqué tout à l'heure, je vous propose de séparer le programme d'armement en deux parties, d'adopter aujourd'hui la première partie, qui ne pose pas de problèmes et qui n'est pas contestée et d'attendre encore pour prendre une décisions sur la deuxième partie.

Je ne suis pas opposée à des adaptations des FA 18, mais je trouve que l'amélioration et l'achat de nouveaux avions devrait suivre une nouvelle réflexion globale sur l'avenir de notre armée et non pas la précéder. j'aimerais que l'on réexamine les missions, que l'on détermine la part de police aérienne et la part de collaboration avec l'UE pour la surveillance de l'espace aérien et qu'on décide ensuite de quels avions nous avons besoin pour remplir ces missions.

Pour le moment et en attendant, je pense que les FA18 que nous possédons, équipés comme ils le sont, sont suffisants pour assurer notre sécurité. Ils peuvent répondre aux quelques cas de danger auxquels nous devons faire face d'ordinaire. Nous nous devons comme Etat souverain de garantir la sécurité de notre espace aérien. Nous pouvons encore le faire. Nos FA18 permettent actuellement d'assurer les interventions aériennes et le maintien de notre savoir-faire. Nous devons bien sûr préparer l'avenir, mais pas sans réflexion approfondie commune avec nos voisins, ni sans concertation.

Je vous propose donc, Chers Collègues, de renvoyer cet objet et de faire une évaluation globale de nos besoins, en relation avec l'achat de nouveaux avions. Je vous invite instamment à reprendre la discussion en fonction de la nouvelle configuration de la politique de notre pays.